

Liste des textes de Lois relatifs à l'emploi

- Ordonnance Souveraine n° 284 (6 décembre 1924) instituant une médaille du travail.
- Circulaire n° 07.01 du 26 février 2007 concernant les demandes de dérogation adressées à l'Inspecteur du Travail – Journal Officiel n° 7.799 du 16 mars 2007.
- Circulaire n° 07.02 du 26 février 2007 concernant l'affichage et la communication de l'horaire de travail des entreprises – Journal Officiel n° 7.799 du 16 mars 2007.
- Circulaire n° 07.03 du 26 février 2007 relative aux stages dans les entreprises – Journal Officiel n° 7.799 du 16 mars 2007.
- Circulaire n° 07-05 du 16 mars 2007 concernant les nouvelles mesures en matière de demande de permis de travail – Journal Officiel n° 7.801 du 30 mars 2007.
- Circulaire du 24 octobre 2008 concernant les nouvelles mesures en matière de demande de permis de travail – Journal Officiel n° 7.883 du 24 octobre 2008.
- Circulaire n° 2010-01 du 5 janvier 2010 relative au S.M.I.C. (Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance) applicable à compter du 1er janvier 2010 – Journal Officiel n° 7.947 du 15 janvier 2010.
- Circulaire n° 2010-02 du 5 janvier 2010 relative au S.M.I.C. (Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance) applicable à compter du 1er janvier 2010 – Journal Officiel n° 7.947 du 15 janvier 2010.

SYNDICATS PATRONAUX

- Loi n° 403 du 28 novembre 1944 autorisant la création de syndicats patronaux (modifiée par la Loi n° 542 du 15 mai 1951)
- Ordonnance Souveraine n° 2.951 du 29 décembre 1944 portant réglementation de la formation et du fonctionnement des syndicats (modifiée par l'Ordonnance Souveraine n° 478 du 9 novembre 1951)

SYNDICATS PROFESSIONNELS

- Ordonnance-Loi n° 399 du 6 octobre 1944 autorisation la création de syndicats professionnels (modifiée par la Loi n° 541 du 15 mai 1951)
- Ordonnance Souveraine n° 2.942 du 4 décembre 1944 portant règlement de la formation et du fonctionnement des syndicats (modifiée par l'Ordonnances Souveraines n° 477 du 9 novembre 1951 et n° 960 du 27 avril 1954)

DROIT SYNDICAL

- Loi n° 417 du 7 juin 1945 sur la protection du droit syndical modifiée par la Loi n° 1.005 du 4 juillet 1978.
- Loi n° 957 du 18 juillet 1974 relative à l'exercice du droit syndical dans les entreprises.

DELEGUES DU PERSONNEL

- Loi n° 459 du 19 juillet 1947 portant modification du statut des délégués du personnel modifiée par la Loi n° 639 du 11 janvier 1958, l'Ordonnance-Loi n° 696 du 15 novembre 1960, Lois n° 946 du 19 avril 1974, n° 1.005 du 4 juillet 1978, n° 1.251 du 12 juillet 1978.
- Ordonnance Souveraine n° 3.285 du 15 septembre 1946 fixant les modalités des opérations électorales modifiée par Ordonnance Souveraine n° 49 du 9 juillet 1949.
- Ordonnance Souveraine n° 2.528 du 3 juin 1961 relative aux modalités de licenciement des délégués du personnel.
- Circulaire n° 07.04 du 26 février 2007 concernant l'obligation de procéder aux élections des délégués du personnel – Journal Officiel n° 7.799 du 16 mars 2007.

CONTRAT DE TRAVAIL

- Loi n° 729 du 16 mars 1963 concernant le contrat de travail modifiée par la Loi n° 843 du 27 juin 1968.
- Loi n° 845 du 27 juin 1968 sur les indemnités de congédiement et de licenciement en faveur des salariés.
- Arrêté Ministériel n° 68-256 du 23 juillet 1968 fixant le montant minimum de l'indemnité spéciale instituée par la Loi n° 843.

CONTRAT D'APPRENTISSAGE

- Loi n° 1.341 du 3 décembre 2007 relative au contrat d'apprentissage.
- Ordonnance Souveraine n° 1.726 du 9 juillet 2008 déterminant la forme, les mentions et les modalités du contrat d'apprentissage.
- Ordonnance Souveraine n° 1.727 du 9 juillet 2008 relative aux modalités de financement des frais de formation théorique des apprentis.
- Ordonnance Souveraine n° 1.728 du 9 juillet 2008 relative aux modalités de fonctionnement de la commission de résiliation anticipée du contrat d'apprentissage.
- Arrêté Ministériel n° 2008-352 du 9 juillet 2008 du 9 juillet 2008 déterminant la forme de l'offre d'apprentissage.

- Arrêté Ministériel n° 2008-353 du 9 juillet 2008 fixant les modalités d'attribution et les taux de remboursement des frais de formation théorique des apprentis.
- Arrêté Ministériel n° 2008-354 du 9 juillet 2008 relatif aux travaux dangereux auxquels les apprentis ne peuvent être soumis.
- Arrêté Ministériel n° 2008-355 du 9 juillet 2008 déterminant la forme du certificat de fin de contrat d'apprentissage.
- Arrêté Ministériel n° 2008-356 du 9 juillet 2008 relatif à la résiliation anticipée du contrat d'apprentissage.
- Circulaire n° 2009-06 du 2 juillet 2009 relatif à la rémunération minimale des apprentis(es) lié(es) par contrat d'apprentissage applicable à compter du 1er juillet 2009 – Journal Officiel n° 7.920 du 10 juillet 2009.

CONVENTIONS COLLECTIVES

- Loi n° 416 du 7 juin 1945 sur les conventions collectives de travail modifiée par les Lois n° 868 du 11 juillet 1969 et n° 949 du 19 avril 1974.
 - a) Convention collective nationale de travail du 5 novembre 1945 et de ses avenants conclus entre la Fédération Patronale et l'Union des Syndicats
 - Avenant n° 1 - Fêtes légales
 - Avenant n° 2 - Heures supplémentaires
 - Avenant n° 3 - Congés annuels des jeunes travailleurs
 - Avenant n° 4 - Congés supplémentaires des femmes salariées
 - Avenant n° 5 - Bulletin de paye
 - b) Avenant n° 6 - Jours fériés légaux
 - Avenants n° 7 et 7 bis - Extension convention collective nationale du 5 novembre 1945 et accord du 24 janvier 1964 instituant un régime complémentaire de retraite des salariés
 - Avenant n° 7 ter du 24 novembre 1992 à la convention collective nationale du travail
 - c) Avenant n° 8 - Fonds social
 - Avenant n° 9 - Congé non rémunéré d'éducation ouvrière
 - Avenant n° 10 - Congé sans solde à la mère désireuse d'élever son enfant
 - Avenants n° 11, 11 bis et 11 ter - Indemnisation chômage partiel
 - d) Avenant n° 12 - Sécurité de l'emploi
 - e) Avenant n° 14 - Suspension du contrat de travail mère de famille salariée obligée de soigner un enfant malade (non étendu)
 - Avenants n° 15 et 15 bis - Régime de garantie des créances de salaires
 - f) Avenant n° 18 sur la mensualisation (abrogeant l'Avenant n° 16)
 - Avenant n° 17 - Accordant un congé de rentrée scolaire au salarié dont l'enfant est inscrit dans une classe équivalente à la onzième ou inférieure
 - Avenant n° 19 - Droit syndical

EMBAUCHAGE ET LICENCIEMENT

- Loi n° 629 du 17 juillet 1957 tendant à réglementer les conditions d'embauchage et de licenciement modifiée par les Lois n° 1.005 du 4 juillet 1978 et n° 1.091 du 26 décembre 1985.

- Loi n° 719 du 27 décembre 1961 relative à l'âge d'admission au travail modifiée par la Loi n° 1.005 du 4 juillet 1978.
- Ordonnance Souveraine n° 2.401 du 5 décembre 1960 fixant la composition de la Commission de débauchage et de licenciement.

DUREE DU TRAVAIL

- Ordonnance-Loi n° 677 du 2 décembre 1959 sur la durée du travail modifiée par les Lois n° 836 du 28 décembre 1967, n° 844 du 27 juin 1968, n° 950 du 19 avril 1974, n° 993 du 5 janvier 1977, n° 1.005 du 4 juillet 1978, n° 1.067 du 28 décembre 1983.
- Ordonnance Souveraine n° 5.505 du 9 janvier 1975 fixant les conditions d'application de l'Ordonnance-Loi n° 677 du 2 décembre 1959 modifiée par les Ordonnances Souveraines n° 6.017 du 23 mars 1977 et n° 7.910 du 9 février 1984.

REPOS HEBDOMADAIRE

- Loi n° 822 du 23 juin 1967 sur le repos hebdomadaire modifiée par la Loi n° 1.005 du 4 juillet 1978.
 - Ordonnance Souveraine n° 11.145 du 5 janvier 1994 portant application de la Loi n° 822 du 23 juin 1967 sur le repos hebdomadaire, modifiée par les Ordonnances Souveraines n° 13.074 du 6 mai 1997 et n° 462 du 23 mars 2006.
- Arrêté Ministériel n° 67-227 du 12 septembre 1967 définissant les modalités de la notification à l'Inspecteur du Travail des suspensions du repos hebdomadaire (articles 4 et 5 de la Loi n° 822).

JOURS FERIES

- Loi n° 798 du 18 février 1966 portant fixation des jours fériés légaux
- Loi n° 800 du 18 février 1966 régissant la rémunération et les conditions de travail relatives aux jours fériés légaux (modifiée par les Lois n° 1.005 du 4 juillet 1978 et n° 1.020 du 5 juillet 1979)

CONGES PAYES

- Loi n° 619 du 26 juillet 1956 fixant le régime des congés payés annuels modifiée par l'Ordonnance-Loi n° 684 du 19 février 1960 et par les Lois n° 1.005 du 4 juillet 1978 et n° 1.054 du 8 novembre 1982.
- Ordonnance Souveraine n° 1.388 du 11 octobre 1956 relative aux congés payés annuels des concierges d'immeubles à usage d'habitation et des gens de maison modifiée par Ordonnance Souveraine n° 3.051 du 24 septembre 1963.
- Arrêté Ministériel n° 57-134 du 27 mai 1957 relatif au bulletin de congés payés.

SALAIRES

- Loi n° 638 du 11 janvier 1958 tendant à instituer le contrôle du paiement et de la déclaration des salaires modifiée par la Loi n° 1.005 du 4 juillet 1978.
- Loi n° 739 du 16 mars 1963 sur le salaire modifiée par les Lois n° 948 du 19 avril 1974 et n° 1.068 du 28 décembre 1983.
- Ordonnance Souveraine n° 3.094 du 3 décembre 1963 sur la composition et les règles de fonctionnement de la composition de classement des salariés dans les diverses catégories professionnelles.
- Ordonnance Souveraine n° 5.392 du 4 juillet 1974 portant application de la Loi n° 948 du 19 avril 1974 en ce qui concerne l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes.
- Arrêté Ministériel n° 63-131 du 21 mai 1963 fixant les taux minima des salaires (article premier modifié par l'Arrêté Ministériel n° 84-101 du 6 février 1984).
- Arrêté Ministériel n° 64-053 du 18 février 1964 fixant les taux minima des salaires des jeunes travailleurs âgés de moins de 18 ans et non liés par contrat d'apprentissage modifié par Arrêté Ministériel n° 71-198 du 14 juin 1971.
- Arrêté Ministériel n° 58-150 du 24 avril 1958 fixant les mentions à porter sur les bulletins de paye modifié par Arrêté Ministériel n° 59-33 du 18 décembre 1959.

REGLEMENT INTERIEUR DES ENTREPRISES

- Loi n° 711 du 18 décembre 1961 sur le règlement intérieur des entreprises modifiée par la Loi n° 1.005 du 4 juillet 1978.
 - Ordonnance Souveraine n° 2.862 du 9 juillet 1962 portant application des dispositions de l'article 7 de la Loi n° 711 du 18 décembre 1961.
- Arrêté Ministériel n° 62-228 du 3 juillet 1962 établissant le mode de présentation et d'affichage du règlement intérieur des entreprises.

PROTECTION DE LA SANTE ET DU TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS

- Loi n° 870 du 17 juillet 1969 relative au travail des femmes salariées en cas de grossesse ou de maternité modifiée par les Lois n° 1.001 du 21 décembre 1977 et n° 1.051 du 28 juillet 1982
- Loi n° 944 du 5 janvier 1977 relative à la suspension ou la résiliation du contrat de travail en cas de maladie d'un enfant à charge.
- Loi n° 1271 du 3 juillet 2003 relative au congé d'adoption accordé aux salariés.
- Loi n° 1.309 du 29 mai 2006 relative au congé de paternité accordé aux salariés.

- Loi n° 1.310 du 29 mai 2006 relative aux congés de paternité et d'adoption accordés aux fonctionnaires de l'Etat
- Loi n° 1.311 du 29 mai 2006 relative aux congés de paternité et d'adoption accordés aux fonctionnaires de la Commune.
- Ordonnance Souveraine n° 574 du 29 juin 2006 fixant le régime des prestations dues au titre de la loi n° 1.309 du 29 mai 2006 relative au congé de paternité.
- Arrêté Municipal n° 2009-0361 du 28 janvier 2009 fixant la durée du congé de maternité des fonctionnaires

Liste des textes de Lois relatifs à la santé

- Ordonnance-Loi du 27 septembre 1944 portant création d'une caisse de compensation des services sociaux de la Principauté de Monaco.
- Loi n° 637 du 11 janvier 1958 tendant à créer et à organiser la médecine du travail.
- Loi du 28 juillet 1982 instituant un régime de prestations sociales en faveur des travailleurs indépendants.

Liste des textes de Lois relatifs au social

- Loi n° 799 du 18 février 1966 portant organisation de l'aide à la famille monégasque modifiée par la Loi n° 1.154 du 18 décembre 1992.
- Ordonnance Souveraine n° 15.091 du 31 octobre 2001 relative à l'action sociale en faveur des personnes handicapées.
- Ordonnance Souveraine n° 904 du 8 janvier 2007 portant création de la Prestation d'Autonomie modifiée par les Ordonnances Souveraines n° 1.461 du 27 décembre 2007 et n° 1.479 du 17 janvier 2008.
- Arrêté Ministériel n° 2001-160 du 28 mars 2001 fixant les conditions d'attribution et d'utilisation de la carte de stationnement pour personnes handicapées et de la carte "station debout pénible" modifié par l'Arrêté Ministériel n° 2006-189 du 29 mars 2006.
- Arrêté Municipal n° 2008-4.017 du 29 décembre 2008 portant règlement de l'allocation nationale vieillesse.
- Arrêté Ministériel n° 2010-539 du 22 octobre 2010 fixant les montants maximums mensuels et horaires des allocations familiales pour l'exercice 2010-2011
- Arrêté Ministériel n° 2010-541 du 22 octobre 2010 portant majoration du taux des prestations familiales allouées aux fonctionnaires de l'Etat et de la Commune pour l'exercice 2010-2011